

CGT – FO – SUD - FAFPT

Education- Petite Enfance :

Tout reste possible : Restons mobilisés

Les syndicats ont rencontré l'administration suite au dépôt des préavis de grève à l'éducation et à la petite enfance dans l'après midi du 30 août. Il nous a semblé que toute volonté de dialogue n'était pas rompue et nous avons le sentiment que l'Administration ne restera pas figée sur ses positions actuelles.

Devant la détermination des syndicats et leur unité plusieurs propositions ont été faites par l'Administration.

Pour la petite enfance la Direction accepte de revisiter le calibrage en A des postes de direction ALM (accueil, loisir, maternelle), ce qui représente une satisfaction d'une des revendications essentielles des agents exprimée lors de la dernière assemblée générale. C'est la reconnaissance claire des missions et des responsabilités de ces personnels.

Il reste encore dans ce secteur d'activité à l'administration de

préciser la question des conditions de travail de ces agents.

Pour la petite enfance et si cette proposition nous était confirmée, l'intersyndicale proposera de suspendre le préavis de grève du 7 septembre dans l'attente de discussions ultérieures portant sur l'organisation du travail des agents.

Pour l'éducation l'avancée concerne le calibrage des postes de concierge ce qui pour les syndicats est loin d'être suffisant. Ils l'ont clairement exprimé : « **le compte n'y est pas !** ».

Nous attendons des mesures d'ouverture sur la question des effectifs et notamment des équipes de volantes, le rôle des concierges, les conditions de travail et des moyens... Elles n'ont pas été prononcées.

Les syndicats ont quitté la séance en précisant qu'ils resteraient jusqu'au dernier jour précédant la grève ouverts à une reprise des négociations.

Ils restent évidemment également ouverts à un élargissement de l'intersyndicale.

Les absents peuvent à tout moment nous rejoindre sachant que, pour des raisons qui nous échappent, ils défendent les mêmes revendications mais refusent l'unité syndicale.



Unité syndicale :
On efface tout et on recommence ?

Dans l'attente de propositions claires, les syndicats maintiennent les préavis de grève :

- **Education : lundi 5 et mardi 6 septembre**
- **Petite Enfance : mercredi 7 septembre**

Rassemblement des personnels

mardi 6 septembre à 10h – Maison des Syndicats (salle A)

L'unité fait elle peur ?

Il y a au moins un point qui rassemble l'ENSEMBLE des organisations syndicales de la CUS, c'est que le projet de Direction DEPE ne satisfait personne.

Les récents communiqués de presse de la CFDT et de l'UNSA le prouvent.

Toutes leurs revendications sont déjà celles défendues par l'intersyndicale CGT-FO-FA.FPT et SUD.

Et pourtant l'unité syndicale tant réclamée par les agents réunis en Assemblée Générale au mois de juin n'a pas été possible.

Pis encore, la grève votée à la quasi unanimité des 350 agents de l'éducation et de la petite enfance présents à l'AG, a été dénoncée par ces syndicats que nous avons pourtant appelés à nous rejoindre dans l'action.

Quel est le sens de cette stratégie ? Quel est le but recherché ? A qui sert ce comportement ?

Ce qui est certain, c'est que les méthodes utilisées par certains syndicats sont loin de faciliter le rassemblement dont aurait pourtant besoin les agents.

L'UNSA parle de grève FOURRE TOUT alors que dans son communiqué elle reprend à son compte, point par point, les revendications intersyndicales qui ont amené à ce mouvement de grève.

La CFDT, sollicitée de longue date pour participer à cette intersyndicale, a tout d'abord refusé expliquant qu'elle travaillait sur un projet alternatif, puis devant l'insistance de nos appels à l'unité, a déclaré qu'elle réunirait sa direction et qu'elle nous informerait fin août de sa décision.

Le 30 août, jour d'ouverture des négociations avec l'Administration, la CFDT ne nous a toujours pas informé de quoi que ce soit. C'est par les Dernières Nouvelles d'Alsace que nous venons d'apprendre que, non seulement la CFDT se désolidarise de l'action des personnels, mais, qu'en plus elle a entrepris seule de faire signer une pétition et d'être reçue par le maire de Strasbourg.

Drôles de méthodes en tout cas !

Les syndicats CGT, FO, FAFPT et SUD, forts du mandat que leur ont donné les agents de la DEPE, honoreront leur engagement et appellent l'ensemble des agents à les rejoindre dans l'action.

Fidèles à leur volonté de rassemblement, ils réitèrent à TOUS les autres syndicats un appel clair à l'unité la plus large !

Ci-après les extraits essentiels de nos échanges de mails.

Le 22 juin, la CGT envoyait le mail suivant à TOUTES les organisations syndicales de la CUS :

Objet : Education HMI - 5 juillet

Chers camarades,

Les propositions faites hier par l'Administration dans le cadre de la problématique portant sur l'insuffisance des effectifs au service de l'éducation démontrent à quel point nos revendications légitimes sont ignorées et les conditions de travail des agents méprisées.

C'est un tournant grave dans le cadre du dialogue social qui a été négocié. Les élus ne nous laissent aucun choix, aucune marge de négociation, c'est à prendre ou à laisser.

Ce dossier des effectifs est, selon nous, directement lié à celui du projet de direction dans lequel un seul impératif semble guider la démarche des élus : Économiser sur les moyens humains. La faiblesse des propositions des élus et de l'administration doit nous alerter alors que la question de la privatisation de certaines missions d'entretien des écoles a été évoquée.

L'UNITÉ syndicale est plus que jamais de mise.

Aussi la CGT réitère sa proposition d'une HMI commune à TOUS les agents du service le 5 juillet prochain, réunion connue de tous de longue date. La salle est réservée et plusieurs syndicats sont d'ores et déjà en accord avec cette démarche unitaire. Il est encore temps de faire de cette réunion un grand moment de lutte, de solidarité au cours de laquelle des actions concrètes pourront être prises.

Personne ne pourra gagner seul. Tous unis, nous serons mieux armés pour livrer ce combat.

Les agents ont besoin de s'unir. Nous devons les entendre.

Merci de nous faire part de votre position.

Les syndicats SUD, FO et FAFPT ont immédiatement répondu présents à cet appel... l'UNSA, quant à elle, a immédiatement refusé. Silence de la part des autres organisations...

Le 9 août, l'intersyndicale CGT – FO – FAFPT - SUD envoyait le mail suivant à TOUTES les organisations syndicales de la CUS :

Objet : DEPE - proposition d'appel commun

Chers camarades,

Les syndicats CGT, FO, FAFPT et SUD ont réuni plus de 350 agents lors de l'assemblée générale des personnels de l'éducation et de la petite enfance du 5 juillet.

Ces derniers ont eu l'occasion de nous faire part de leur refus d'accepter un projet de Direction qui va aggraver leurs conditions de travail et ouvrir la porte au secteur marchand dans le cadre des prestations de nettoyage. Les dernières propositions de la CUS concernant les effectifs, dossier dans lequel une intersyndicale (de composition différente) se retrouve face à l'intransigeance des élus et de l'Administration ont également été rejetées par les agents.

C'est une majorité importante d'agents qui a voté pour le principe d'une grève dès la rentrée, les 5 et 6 septembre pour l'éducation, le 7 septembre pour la petite enfance. Lors des débats, plusieurs interventions d'agents ont mis l'accent sur leur volonté de construire l'unité syndicale la plus large possible sur ces questions.

En conséquence, les syndicats CGT, FO, FAFPT et SUD appellent à une riposte commune sur ces dossiers importants. Nous partageons l'idée que face à la politique de rigueur menée actuellement les agents ont besoin d'unité dans l'action.

Nous vous proposons de nous rejoindre dans cette action et de signer le tract ci-joint.

Merci de nous répondre avant le lundi 22 août de manière à ce que nous puissions, le cas échéant, ajouter votre sigle à l'entête du tract d'appel.

Seule la CFDT nous a répondu le message suivant :

« Bonjour, Nous avons un bureau extraordinaire fin août. A l'issue de ce bureau, nous vous tiendrons informé de notre décision.

Cordialement, Mireille BAUER Secrétaire Générale »